

XAVIER RAUFER

www.xavier-raufer.com

Voici dix-huit ans, j'écrivis dans la revue *Le Débat* la première analyse criminologique sur la progression, alors mal comprise, du Front National.

Au vu de récents événements à Hénin-Beaumont, je crois utile de rediffuser cette étude qui hélas, semble n'avoir pas pris une ride.

Hélas, parce qu'en dix-huit ans, la société française a pour l'essentiel fait du sur-place en matière de sécurité, de « politique de la ville » et, pire encore, de déni du calvaire que vivent les habitants (de toutes origines) des zones hors-contrôle ; zones toujours aussi enracinées qu'il y a dix-huit ans - mais plus criminalisées encore (*tirs à l'arme de guerre sur des policiers*).

XR - septembre 2009

Xavier Raufert

Front national : sur les motifs d'une ascension

L'exploitation d'un aveuglement

Les succès électoraux du Front national (F.N.) entre 1980 et 1990 et, notamment, entre 1984 et 1988 ont une origine à peu près unique : un diagnostic juste - n'ayons pas peur des mots - posé par le mouvement de Jean-Marie Le Pen sur la réalité de la montée de l'insécurité, de la violence et du terrorisme - et des angoisses consécutives de millions de Français - dans les premières années de cette décennie. Diagnostic cependant affaibli par une explication aussi sommaire qu'unique : la responsabilité des immigrants, et complété - si l'on peut dire - par une absence à peu près totale de solutions praticables ; ainsi que nous le verrons plus loin textes à l'appui.

Dans la même période, la majorité s'abandonnait en la matière aux délices de l'idéologie, et l'opposition, par scrupule et peur de quelques professeurs de vertu politique, semblait, à ce propos, le plus souvent hésitante et timorée.

On peut ainsi affirmer sans ambages que le succès politique du F.N. a tenu à une exploitation opiniâtre, méthodique, sur tous les tons, de la thématique délinquance-criminalité-immigration, pendant plus d'une décennie (1973-1984), et ce, avant que l'argument ne finisse par « payer » électoralement. Les autres thèmes électoraux du F.N. : patriotisme, libéralisme en économie, plus récemment écologie, n'ont rien de bien original et possèdent par ailleurs (gaullistes, libéraux, « verts ») des « sponsors » au moins aussi légitimes. Contre-preuve : là où la tradition droitiste est forte, mais l'insécurité et l'immigration faibles, la Vendée par exemple, le F.N. ne dépasse jamais les scores de l'extrême droite marginalisée de l'après-guerre. Au-delà, les performances modestes du Front dans la payannerie ont la même origine.

Dès 1984, l'originalité du phénomène F.N. est patente pour les politologues. Pour plusieurs d'entre eux, la répartition géographique des votes en faveur du F.N. rappelle celle de la population étrangère sur le territoire : « Gérard Le Gall fait la même observation : " La moitié

Xavier Raufert est notamment l'auteur de *Sur la violence sociale*, Paris, Alissa-J.-J. Pauvert, 1983. Il a publié dans *Le Débat* : « Terrorisme. Les réseaux transnationaux venus du Moyen-Orient » (n° 39).

est d'une ligne Le Havre-Montpellier où M. Le Pen réalise ses meilleurs scores n'est-elle pas précisément la partie du pays à plus forte concentration étrangère ou de population active immigrée ?" Il relève lui aussi que, dans certaines régions, le vote des rapatriés d'Afrique du Nord semble avoir contribué au succès du Front national et constate que le score de cette formation croît avec la taille des communes : 9 % des suffrages dans les villes de moins de 3 500 habitants ; 10,3 % entre 3 500 et 9 000 habitants ; 11,9 % entre 9 000 et 30 000 habitants ; 13,3 % entre 30 000 et 100 000 habitants ; 15,3 % dans les villes de plus de 100 000 habitants¹.

En 1988, *Le Nouvel Observateur* rapprochera, de façon convaincante, trois cartes : celle de la population étrangère en proportion des actifs, celle des plaintes pour coups et blessures ; celle enfin du vote Front national.

Cependant, durant la première moitié de la décennie 1980 et face à la montée parallèle de la délinquance et du vote protestataire pour le Front national, la gauche faisait preuve d'un aveuglement idéologique tel qu'il laissait à ce dernier, non une faille pour se glisser dans le grand jeu politique, mais une véritable autoroute.

Il n'est donc pas inutile de rappeler ici les quatre piliers de la politique de la majorité socialiste, en matière de criminalité et de délinquance, au long des années 1981-1984 :

- une critique du chiffrage même des actes de délinquance, de criminalité et de terrorisme ;
- une théorie explicative des réactions populaires face à la montée de l'insécurité ;
- une conception de type métaphysique des liens qui unissent l'inconscient collectif, la criminalité, la société et l'État ;
- partant de là, enfin, des solutions.

Le chiffrage de la criminalité

En matière de criminalité, si l'on en croit les sociologues sur lesquels s'appuyait le garde des Sceaux de l'époque, les chiffres disponibles seraient insaisissables, faux le plus souvent ; n'auraient même aucune signification. Ces spécialistes se fondent alors sur une théorie selon laquelle « l'étiquetage et la stigmatisation effectués par les différentes agences de contrôle social, plus spécialement bien sûr celles de la justice pénale, [ont] la part de responsabilité la plus importante dans la production des phénomènes de déviance ou de délinquance »².

Certains théoriciens influents à l'époque allaient même jusqu'à déclarer, dans un ouvrage intitulé significativement *Imaginaires de l'insécurité*³ : « La réalité de l'agression disparaît presque toujours derrière le fantasme de son anticipation ou le colportage de son récit. L'insécurité se développe tout entière dans un registre imaginaire, sur un plan qui paraît n'offrir aucune intersection avec celui que produisent les statistiques des criminologues. » En résumé, pour cette école, la délinquance n'est pas la cause du sentiment d'insécurité : celui-ci ne se transmettrait pas en fonction d'actes ; encore moins du fait d'une augmentation de cette délinquance, mais grâce à un échange élémentaire :

1. « Le vote Le Pen divise les experts », N.A., *Le Monde*, 14 octobre 1984.

2. La notion d'étiquetage, *labeling*, est d'origine américaine. Elle était très en vogue outre-Atlantique à la fin des années soixante et presque délaissée aujourd'hui. Pour les travaux criminologiques et pénologiques aux États-Unis, voir à la fin de mon livre, *Le Cimetière des utopies* (Pauvert-Suger, Paris, 1985), une bibliographie raisonnée et commentée de 673 ouvrages (1945-1984). Cette citation est extraite de : « Le Délinquant violent : psychopathologie et représentations sociales », *Annales médicopsychologiques*, octobre 1979.

3. Werner Ackermann, Renaud Dulong, Henri-Pierre Jeudy, Librairie des Méridiens, coll. « Réponses sociologiques », octobre 1983.

la communication insécure, fondée sur une identification de l'interlocuteur à la victime et d'une appropriation de l'incident. Il se constituerait donc ainsi, de proche en proche, une communauté de victimes symboliques en proie à ce fameux « sentiment insécure » : « L'ensemble du corps social se trouve pris dans un réseau d'oppositions compréhensible seulement par les protagonistes immédiats, un réseau inintelligible en termes autres que d'échanges de peur ⁴. »

Les réactions populaires face à la montée de la violence

Il se développe alors, sur le mode d'une « rumeur d'Orléans » à la puissance 1 000, un sentiment irrationnel d'insécurité que ces auteurs vont qualifier d'« idéologie » puis d'« hystérie » et enfin de « délire » sécuritaire. Ce sentiment d'insécurité n'ayant aucun point de contact avec les actes réels de délinquance, il suffit de faire passer dans les media le bon message, celui qui rassure, pour dégonfler, en fin de compte, un « délire » en forme de baudruche.

L'analyse en profondeur du phénomène

Cette analyse commence par poser une série de soupçons. Sur la victime, tout d'abord. « L'agression fascine autant qu'elle horrifie » et, d'autre part, « la prolifération des agressions et des actes vandales n'accentue pas une demande de répression ; ceux qui la désirent l'expriment depuis longtemps, et le vol finit par n'être qu'un prétexte ». Dans le meilleur des cas, un sentiment trouble en valant bien un autre, la victime et l'agresseur sont renvoyés dos à dos : « Il n'y a pas d'idéal de la sécurité autre que celui qui naît de l'imaginaire de l'insécurité, d'où l'idée fondamentale que la véritable protection est à la fois

une agression et une mise en place des dispositifs aussi pervers et abjects que les scènes de viol et de saccage ⁵. »

Cette analyse s'achève par une réflexion – prise en grande partie dans le dernier Freud, celui de *Malaise dans la civilisation* – sur ce qui circule en termes d'insécurité entre l'inconscient collectif, la société et l'État. Le long entretien donné par Robert Badinter au magazine freudien *L'Âne* de novembre-décembre 1983 s'inscrit typiquement dans cette approche. « Je suis convaincu que le rapport du public à la Justice, écrit-il, ne s'inscrit pas dans le rationnel, que c'est un domaine où sont privilégiées les pulsions fondamentales... La peur, l'angoisse. On n'a pas pris assez en considération le rapport de la peur et de la justice. »

Les solutions envisagées

Elles tournent, pour l'essentiel, autour des notions de prévention et de réinsertion. L'idée étant d'inverser l'ordre des facteurs : la prévention, le rachat prennent désormais le pas sur la très haïssable répression. Les emprunts viennent, là, de la contre-culture américaine des années soixante, selon laquelle le cambrioleur lui-même a une sorte de rôle social : « Dans une certaine mesure, la répétition des vols assure au système de la consommation une part de sa propre finalité puisqu'elle entraîne l'achat réitéré d'objets qui ne relèvent pas toujours de la "consommation courante". Dans ce sens, le cambriolage participe du processus de l'obsolescence et le complète activement ⁶. »

4. J.M. Fontaine, F. Bloch, « Répressions : emprises, dérive, violence », *L'Homme et la société*, janvier-juin 1983.

5. Ces trois citations sont extraites d'*Imaginaires de l'insécurité*, op. cit. Ce livre n'est pas isolé, mais symptomatique des travaux d'un courant de pensée très actif à l'époque (ouvrages, études, interviews, etc.).

6. *Imaginaires de l'insécurité*, op. cit.

Or, pendant les années où majorité et opposition se bornaient à polémiquer sur la réalité ou l'aspect illusoire du « sentiment d'insécurité » et sur le montant du budget de la police, une *délinquance d'un type nouveau se mettait en place*, à bas bruit, sur le territoire français. Comparable à celle des « ghettos » de Grande-Bretagne (Brixton) et des États-Unis (South-Bronx), elle est le fruit d'une micro-culture spécifique, bâtie sur une « valeur » dominante, la violence.

Les territoires de la violence sociale

Ces territoires, ceux où règne la violence sociale, sont parsemés – c'est ce qui fait leur particularité – de ce qu'on appelle des « îlots sensibles » : il s'agit de cités à la réputation exécrationnelle, ce qu'on appelait autrefois la « zone »⁷. L'existence de ces îlots n'est pas une nouveauté : le problème existe depuis le début de la décennie 1970. Jusqu'en mai 1984, ses termes étaient économiques, sociaux ou charitables. Mais depuis le coup de tonnerre du score du Front national aux élections européennes ; depuis que, cette année-là, les états-majors politiques – pour une fois unanimes – ont étudié les résultats du F.N. à la loupe, l'affaire est devenue franchement politique. Dans ces îlots, en effet, Le Pen pulvérise sa moyenne nationale et dépasse souvent les 18 % !

Des exemples ? Autour de la Goutte-d'Or, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, près de 18 % ; à Mantes-la-Jolie, qui souffre de sa zone du Val Fourré : presque 20 % ; *idem* à Dreux, dans le célèbre quartier du Plateau. On pourrait multiplier les exemples... Précision qui donne au phénomène toute son ampleur : la plupart de ces

îlots sont implantés à la périphérie des grandes métropoles, selon un axe Lille-Paris-Lyon-Marseille. Or, dans ce couloir vivent, selon le dernier recensement, plus de 11 millions de banlieusards, dont les deux tiers à peu près sont directement confrontés à ce que les sociologues ont pudiquement baptisé : « état de fragilité sociale », et les œuvres charitables : quart monde. Un feu de paille électoral dû au mode de scrutin des européennes ? Aux cantonales suivantes, là où les comparaisons sont possibles (Roubaix, Tourcoing, région parisienne, Languedoc, Marseille), la tendance s'amplifie encore : les pointes à près de 25 % ne sont plus rares pour le Front national.

Ces îlots sensibles, dans la région parisienne, sont plus d'une centaine. Ils représentent plus de 100 000 logements avec une population de 400 000 personnes. Points communs entre eux tous : asphyxie des systèmes sociaux urbains, administratifs, qui n'arrivent plus à embrayer. S'ajoute à cela une constellation de problèmes de toute nature : non-paiement des loyers (près de 25 % des cas), manque d'équipements sociaux et sportifs qui entraînent le désœuvrement, insalubrité, situations économiques alarmantes, échecs scolaires, enfants mal nourris et maltraités, chômage, vols de voitures et « rodéos », toxicomanie. On y relève, enfin, un taux de suicide supérieur à la moyenne nationale urbaine. Sur dix habitants de dix-sept îlots tests de la région parisienne, quatre ont moins de vingt ans. Les étrangers sont en moyenne 32 %. Le chômage y est de 50 % supérieur à la moyenne régionale. Un chômeur sur trois y a moins de vingt-cinq ans. Les jeunes de dix-sept ans y sont à 50 % dépour-

⁷ Le lecteur pourra se rapporter utilement à l'intéressant numéro d'*Insee-Première* consacré aux « quartiers sensibles de la région parisienne », rédigé par M. Rudy Leray de la D.D.E. de Seine-Saint-Denis, n° 61, avril 1990.

vus du moindre diplôme. L'autre moitié n'a qu'un certificat d'études, au mieux un C.A.P.

Sur cette planète, proche et lointaine, s'élabore chez les plus jeunes une micro-culture qui tend à devenir indéchiffrable pour le reste de la population. Le vol ? Normal. La taule ? Banal. L'usage du verlan ? Plus répandu que celui du français. La colle, puis la poudre ? Du quotidien.

« Tout ce qui les intéresse, dit l'un d'entre eux, c'est la dope, la thune, les super-sapes, les nanas, les boîtes. » Beaucoup d'entre eux en sont à ignorer où commence l'interdit en matière de stupéfiants. Dans cette micro-société, le travail est de moins en moins le vecteur qui permet de se procurer la « thune », de se fournir en « dope », en « sapes », etc. Le résultat sur le voisinage est, on l'a vu plus haut, électoralement détonant.

Plus grave : sur toute la partie du territoire français qui jouxte ces « cités à problèmes », les conditions de la vie collective sont désormais fortement dégradées. La peur de la violence, mais aussi la volonté d'y faire face finissent par constituer une forme de solidarité, une communion de sentiments, tout finissant par tourner autour de cela : violence, réactions à la violence.

De plus en plus, enfin, ces populations, constituées en micro-sociétés, tiennent à l'égard de l'État, quel qu'il soit, un discours d'orphelin : entre eux et lui, l'insécurité n'est pas un simple mécompte. C'est une *trahison*. Se produit alors en leur sein une réaction fondée sur le tout ou rien : inclusion ou exclusion, « récupérable » ou « irrécupérable ». On est soit dans la forteresse, soit on l'assiège. On en arrive vite, ainsi, à désigner des boucs émissaires. Au plan judiciaire, on refuse la notion de graduation des peines. Et le jour des élections, on passe sans transition du Parti communiste au Front national.

Car pour ceux qui vivent à proximité de cités de ce type, il existe depuis le début de la décen-

nie 1980 un mode de protestation payant : le vote pour le Front national. « En lançant l'opération de réhabilitation de 400 quartiers, dit un journaliste du *Figaro* (23 mai 90), le gouvernement veut mettre un frein à la poussée des ghettos, à la dérive insécuritaire et à la montée en puissance du Front national. Pour mener à bien cette politique, 1,5 milliard de crédits sont débloqués. »

Mode d'emploi : mettez-vous un instant dans la peau d'un des sept ou huit millions de voisins d'une « cité sensible ». On lui a expliqué depuis des années qu'il était la victime d'hallucinations sécuritaires. Vote-t-il pour le Front national qu'aussitôt arrive la brigade architecturale rénovatrice de Roland Castro, accompagnée de sa pluie de millions. Il avait auparavant, bien sûr, voté pour bien d'autres partis et rien n'avait bougé.

Ce type de réactions ne s'est pas encore généralisé : on constate cependant, depuis 1984, nombre de micro-situations allant dans ce sens : Dreux, Aulnay, etc., et les meilleurs scores du Front national se situent encore aujourd'hui aux marges des territoires de la violence sociale. Là, précisément, se situe le piège pour quelque gouvernement que ce soit. Noyer l'affaire dans le silence ? Les choses empireraient. Se contenter d'effets d'annonce médiatiques *a posteriori* ? L'électeur, sur place, ne tarde pas à voir le rapport entre son vote et des bienfaits immédiatement postérieurs. Comment sortir du piège ? En entreprenant de traiter le problème de façon durable, en sortant de la pratique cyclothymique en vigueur depuis deux décennies. Laquelle ne peut qu'entraîner des dérapages, dont nombre d'observateurs, d'ailleurs, s'inquiètent. Parlant de cette hantise de l'insécurité, le sociologue Renaud Dulong – que ses études sur l'imaginaire de l'insécurité n'empêchent pas de prendre

la réalité immédiate en compte – écrit : « C'est un discours d'orphelin où la récrimination voisine le constat, mais qui spécifie toujours le manque, en termes fortement affectifs, indiquant par là que son jeu affecte l'individu dans sa dimension la plus critique, celle par laquelle il peut se reconnaître membre d'une société. » Et aussi : « Au-delà de la critique de la justice, du gouvernement, etc., s'y énonce une protestation devant la déchéance du caractère symbolique de l'État, devant son incapacité à maintenir un ordre régi par la loi, devant son inaptitude à garantir un consensus de valeurs⁸. »

N'y a-t-il pas eu, dans ces conditions, analyse superficielle de la part de l'opposition, quand elle déclarait en 1984-1985 que les votes pour le Front national étaient dus à un simple agacement, et Le Pen, une baudruche que le retour de la droite aux affaires dégonflerait sur-le-champ ? N'avait-on pas là, en parallèle, une légèreté comparable à celle des socialistes du début du septennat qui pensaient que le terrorisme, c'était dans la poche ?

Le phénomène Front national ne se limite pas, c'est entendu, à une réaction viscérale à l'insécurité d'une frange de la population, mais l'engrenage dépeint ci-dessus est bien celui qui a permis au Front de trouver – et de conserver depuis – une clientèle électorale, de se créer des bastions, de séduire des pans entiers de la population que l'extrême droite classique n'avait jamais approchés.

Classiquement, le Front national rayonne à partir de ces fiefs ; tente, et tentera demain, d'attirer à lui des électeurs nouveaux avec des thèmes neufs. Mais il – il, c'est-à-dire le noyau dur de ses militants et de son électorat – s'est bel et bien construit sur le socle insécurité-immigration.

Dans l'état actuel des choses, ce noyau dur

est à peu près inentamable ; mieux, on peut prédire, sans grand risque de se tromper, qu'il va s'accroître dans la période qui vient, en fonction de trois facteurs :

- la contre-productivité absolue – jusqu'à ce jour – de toutes les entreprises de diabolisation ;
- la remontée de la délinquance et de la criminalité en France, accompagnée de nouveaux périls traumatisants pour les populations : bandes, couple héroïne-sida, etc. (des phénomènes, rappelons-le, qui traumatisent plus d'un Français sur cinq – sans oublier la plus grande part de la population immigrée ou allogène, première à souffrir de ces fléaux) ;
- l'absence de tout discours vrai sur ces thèmes et de prise en compte des problèmes réels de la population, tant dans la majorité que dans l'opposition.

Diabolisation

La plus grande part de l'électorat du F.N. ne se rend pas aux urnes pour des raisons idéologiques. Elle vote pour le F.N. parce qu'elle est vraiment confrontée à des problèmes vraiment insupportables et que, face à eux, après avoir tout essayé, elle constate que le bulletin de vote F.N. est la seule solution – médiatique et politique – réellement et concrètement efficace.

Tant que la classe ouvrière s'est sentie en marge du courant principal de la société française, elle a voté dans sa majorité pour le Parti communiste. On imagine sans peine que les théories de la « croissance harmonieuse des forces productives » et de la « baisse tendancielle du taux de profit » la séduisaient moins que ne la poussaient l'anxiété de trouver une identité col-

8. « L'insécurité n'est pas un mythe », *Regards sur l'actualité*, La Documentation française, avril 1983.

lective et le besoin de faire bloc, en plein déracinement, au milieu de l'atomisation des tâches et face aux « autres ».

Ce qui fournit aujourd'hui 80 % de son électorat au F.N. est une mécanique similaire. L'origine du malaise n'est plus l'usine mais le lieu de vie. L'ennemi n'est plus le « petit chef », le « nervi », le « capitaliste », mais le « loubard », le « dealer », le « gros bonnet ». Dans les deux cas le pouvoir, tout là-haut, s'en moque, ou – pire – est complice.

L'expression de ce malaise est brutale, maladroite, injuste, surtout à la base, c'est entendu. Pour le militant moyen du F.N., le mal a une cause unique (l'immigration), l'explication est simpliste (thématique du complot, de ceux qui « tirent les ficelles »), les solutions sont primaires (autodéfense, refoulement du territoire). Mais malaise il y a bel et bien et souffrance, même.

Dans ces conditions, un monsieur qui vit, par exemple – et toute l'année –, cité Leduc à Marseille⁹, dont les parents, les grands-parents ou l'épouse sont italiens, ou espagnols d'origine ; qui regarde la télévision un soir et s'entend expliquer par un personnage très chic, s'exprimant avec élégance, que l'immigration et le métissage sont des chances pour la France et que lui-même, téléspectateur, est un fasciste et un raciste, ce monsieur se sent provoqué, agressé et renforcé encore dans son état d'orphelin. Vouloir vivre dans un environnement débarrassé des dealers, des Zoulous, des voleurs de voitures ; pouvoir envoyer sans trembler sa fille chercher le pain, c'est être un émule de Hitler ? Fort bien. Était-il vaguement sympathisant du Front ? On le pousse à s'agréger au noyau dur. Angélisme « antifasciste » ou politique de Gribouille ?

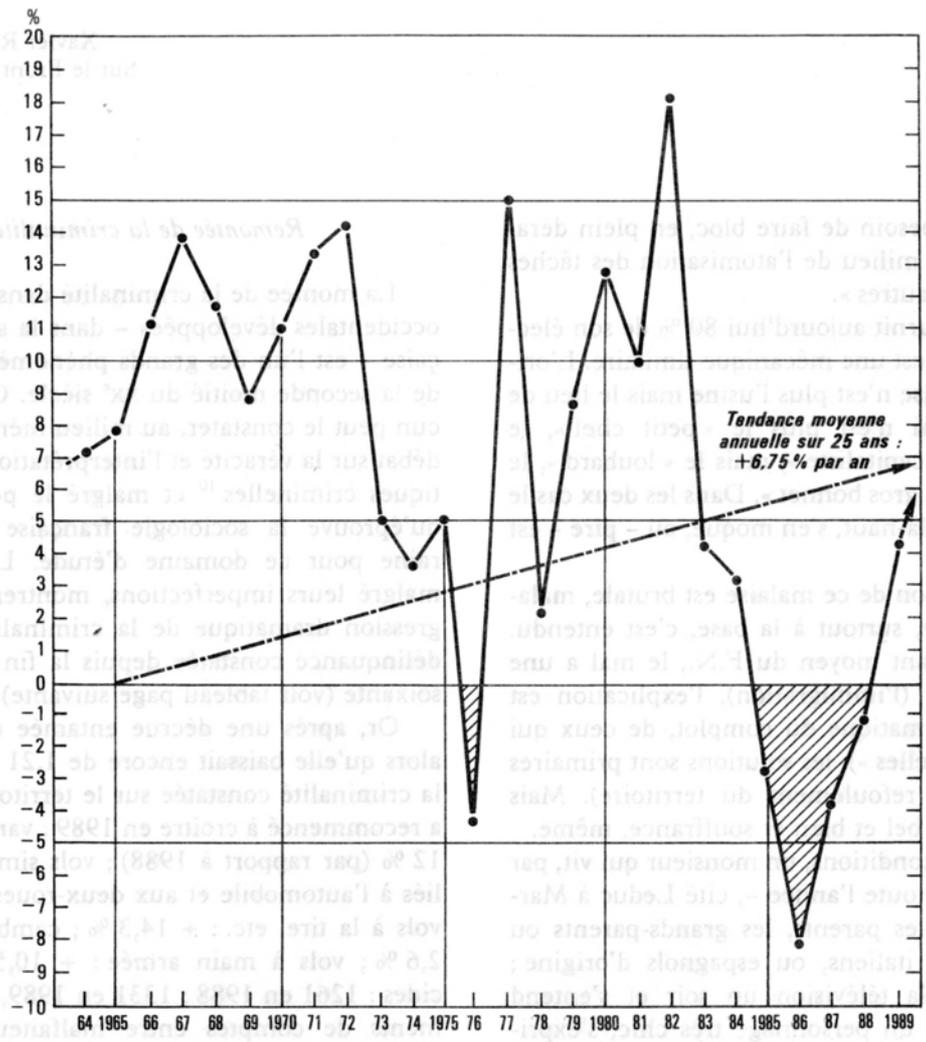
Remontée de la criminalité

La montée de la criminalité dans les sociétés occidentales développées – dans la société française – est l'un des grands phénomènes sociaux de la seconde moitié du xx^e siècle. Ce fait, chacun peut le constater, au milieu même du rituel débat sur la véracité et l'interprétation des statistiques criminelles¹⁰ et malgré le peu d'intérêt qu'éprouve la sociologie française contemporaine pour ce domaine d'étude. Les chiffres, malgré leurs imperfections, montrent une progression dramatique de la criminalité et de la délinquance constatée depuis la fin des années soixante (voir tableau page suivante).

Or, après une décrue entamée en 1984, et alors qu'elle baissait encore de 1,21 % en 1988, la criminalité constatée sur le territoire national a recommencé à croître en 1989 : vandalisme : + 12 % (par rapport à 1988) ; vols simples et vols liés à l'automobile et aux deux-roues : + 5,5 % ; vols à la tire, etc. : + 14,3 % ; cambriolages : + 2,6 % ; vols à main armée : + 10,5 % ; homicides : 1261 en 1988 ; 1331 en 1989, dont règlements de comptes entre malfaiteurs : 90 en

9. Nous nous référons ici à un hallucinant article de *Libération* (4 juillet 1990) signé Jacques Maigne et intitulé « Comment les gens de Leduc ont aboli le ghetto de la poudre », aux accents par moments proprement céliniens.

10. Débat – faux débat en réalité, sur lequel nous avons pris position dans *Le Cimetière des utopies*, op. cit. Pour mémoire : le plus souvent, les crimes graves sont rapportés avec justesse dans les statistiques policières (voir la comparaison, pour ce qui est des agressions, avec les données fournies par le Centre de documentation et d'information de l'assurance, sur la base des dossiers d'indemnisation des victimes) et les délits y sont largement sous-estimés. Aux États-Unis, par exemple, où existent des enquêtes de « victimisation » de la population (« National Crime Survey ») on constate que ± 50 % des délits ne parviennent jamais à la connaissance des instances de répression. La controverse a d'ailleurs perdu beaucoup de sa virulence depuis que ceux-là mêmes qui trouvaient suspects les chiffres montrant une forte hausse de la criminalité se sont mis à accorder un crédit sans limites à des données de même provenance, montant, elles, une décrue de la délinquance constatée...



Chiffres de la criminalité constatée chaque année
(Statistiques de la police judiciaire,
par rapport à l'année précédente)

1964 : + 7,28 %	1977 : + 15,02 %
1965 : + 7,91 %	1978 : + 2,38 %
1966 : + 11,11 %	1979 : + 8,51 %
1967 : + 13,92 %	1980 : + 12,74 %
1968 : + 11,51 %	1981 : + 9,99 %
1969 : + 8,80 %	1982 : + 18,12 %
1970 : + 11,00 %	1983 : + 4,40 %
1971 : + 13,43 %	1984 : + 3,30 %
1972 : + 14,36 %	1985 : - 2,78 %
1973 : + 5,24 %	1986 : - 8,02 %
1974 : + 3,62 %	1987 : - 3,68 %
1975 : + 4,65 %	1988 : - 1,21 %
1976 : - 4,62 %	1989 : + 4,27 %

Taux annuel d'élucidation des vols à main armée,
en pourcentage arrondi
(Statistiques de la police judiciaire)

1978 : 27 %	1984 : 23 %
1979 : 26 %	1985 : 22 %
1980 : 28 %	1986 : 27 %
1981 : 23 %	1987 : 22 %
1982 : 21 %	1988 : 23 %
1983 : 23 %	

Il ressort de ces chiffres que les chances d'impunité après un « hold-up » comme dit la presse tournent autour de 75 %. Une mesure comme une autre de l'efficacité de l'État.

Graphique : Edica.

1988, 122 en 1989. Drogue, enfin : augmentation des crimes et délits : + 7 % zone gendarmerie et 5,4 % zone police. Ce qui tend à prouver que la toxicomanie se propage en zone rurale et dans les petites agglomérations. Cela alors que, selon les préfetures, on constate que 40 % à 60 % des délits de voie publique sont liés à la toxicomanie.

Augmentation par région (par rapport à 1988) : Île de France : + 6,3 % ; Champagne-Ardenne : + 6,7 % ; Provence-Alpes-Côte d'Azur : + 6,8 % ; Alsace : + 8,1 %.

Les choses ne s'arrangent pas durant le premier semestre de 1990. Les premiers résultats connus, à la rentrée de 1990, montrent que la croissance de la criminalité et de la délinquance se poursuit, s'aggrave même : + 7 % d'augmentation globale des crimes et délits constatés (+ 4,27 % pour l'année 1989). Sur la ville de Paris, représentative, à des nuances près, de la tendance dans les grandes métropoles régionales et de leurs banlieues, les chiffres sur janvier-septembre 1990, comparés aux mois équivalents de l'an passé, sont les suivants : vols avec violence : + 13,7 % ; coups et blessures volontaires : + 7,3 % ; homicides volontaires : + 16,5 % ; trafic de stupéfiants : + 12,5 % ; usage de stupéfiants : + 34 %. Ce qui donne pour la ville de Paris une moyenne de 75 délits pour 1 000 habitants ; pour la région Île-de-France, 44 pour 1 000 ; Provence-Alpes-Côtes d'Azur : 48 pour 1 000. Ajoutons à ce tableau que, la criminalité de type économique ayant dans le même temps diminué de façon sensible au cours de ces deux dernières années, le gouvernement est privé de sa parade favorite : dissimuler toutes les augmentations de crimes et délits derrière celle des chèques sans provisions...

Ces chiffres arides cachent une dégradation très certaine de la vie de millions de personnes :

+ 5,5 % d'augmentation de vols « simples » (une motocyclette, un autoradio), cela fait sur un an 133 748 personnes de plus contrariées, blessées même. 20 % de ces affaires sont élucidées, dans le meilleur des cas. Restent 106 998 individus amers et furieux. Si l'on élève ce chiffre au niveau d'un noyau familial (minimum trois personnes), voilà 320 994 « orphelins » potentiels en supplément.

Réactions de la classe politique

En 1986, la criminalité et la délinquance avaient baissé de 2,78 %. Le ministre de l'Intérieur avait commenté lui-même ces données à l'occasion d'une conférence de presse et parlé d'une « baisse historique de la délinquance ». En 1990, le même ministre s'est abstenu – fait rarissime – et c'est son directeur de cabinet qui a présenté les (mauvais) chiffres de 1989. Le ministre est venu, en revanche, présenter lui-même les chiffres, encore pires, du premier semestre de 1990.

Et l'opposition ? Une lecture attentive de la presse n'a pas permis à l'auteur de ces lignes de trouver trace d'une seule intervention d'un seul de ses ténors pour poser, par exemple, au ministre cette simple question : « Si une baisse de 2,78 % est "historique", comment qualifier une hausse de 4,27 % ? »

Résultat ? À la rentrée de 1990, une véritable insurrection dans un segment de la population qui a la réaction vive : la jeunesse lycéenne, qui ne supporte plus l'insécurité régnant dans la plupart des établissements d'enseignement secondaire des grandes villes et de leurs banlieues.

Xavier Raufer
Sur le Front national

Les nouveaux périls

Au-delà des tentatives – bien sympathiques au demeurant, mais relevant un peu du proverbial cautère sur une jambe de bois – pour faire perdre aux « cités sensibles » leur caractère de ghetto, la marginalisation de celles-ci vient de prendre un tour dramatique avec l'apparition massive du sida, en 1989, à la suite de l'usage collectif de seringues souillées, par les héroïnomes.

C'est ainsi qu'avec 4 373 cas de sida recensés (début 1990, \pm 50 % des cas français), la région de Paris arrive en quatrième position au monde, après celles de San Francisco, Los Angeles et New York ; au premier rang européen. Le responsable de l'unité d'hématologie du centre hospitalier d'Argenteuil peut ainsi déclarer : « Chez les toxicomanes des banlieues, l'épidémie de sida ne progresse pas en courbe ascendante, c'est une flèche verticale ¹¹. »

Dans cet hôpital :

1986 : 12 cas de sida déclarés

1987 : 62

1988 : 121

1990 : près de 260

presque tous, selon le même médecin, « des toxicomanes venus des cités voisines ».

Même tableau à Clamart, Bobigny, Bondy, Créteil, Évry, Pontoise, Mantes, Dreux. Nous parlons bien ici de cas de sida déclarés. La population toxicomane de la région parisienne serait, suivant plusieurs médecins de terrain, séropositive entre 40 % et 60 %.

Réaction des travailleurs sociaux ? : « S'ils arrêtent la drogue, leur mode de vie et leurs moyens d'existence s'écroulent »... Nombre de toxicos sidéens échantent leur dose d'A.Z.T. – le seul médicament qui contienne l'aggravation de la maladie – contre des doses d'héroïne. Là

encore, il s'agit moins du sort des toxicomanes infectés et de leurs comportements suicidaires que de celui des millions de gens vivant quotidiennement à leur contact. Détail frappant : l'été 1989 a été marqué par une intense mobilisation médiatique à propos de trois ou quatre seringues découvertes sur quelques plages, au moment des vacances. L'auteur de ces lignes, ayant passé voici quelques mois plusieurs jours en compagnie de policiers de l'unité de prévention-toxicomanie de la brigade des mineurs, à la Direction départementale des polices urbaines de Seine-Saint-Denis, peut témoigner que ce sont des milliers de seringues qui jonchent les arrière-cours, les caves, les escaliers des « cités sensibles » sans parler même des terrains vagues avoisinants. Parle-t-on beaucoup de ces situations dans la presse ? Un décalage qui montre bien le lourd désavantage dont souffrent dans les media les cités vivant au quotidien, de façon répétitive, de tels phénomènes.

Comprend-on bien ce que c'est qu'envoyer année après année ses enfants au C.E.S. dans ces conditions ? Et de s'entendre expliquer là-dessus que le « mélange des cultures » est merveilleusement branché ? Quand se multiplient, c'est le moins que l'on puisse dire, les spectacles dissonants ? Celui-ci par exemple : « Tout le monde savait ici qu'une famille de " Bagdads " (gitans-arabes, purs produits métissés des banlieues marseillaises) s'était lancée dans le deal mais on imaginait pas que ça puisse prendre cette ampleur... » (ici, c'est la cité Leduc à Marseille, voir plus haut).

S'ajoute à cela un phénomène nouveau : celui des bandes « à l'américaine ». Entre juin et

11. Les chiffres qui suivent sont extraits d'un excellent article du *Figaro* de Thierry Oberlé : « Ces banlieues où l'héroïne a fait exploser le sida », 10 mai 1990.

août 1990, la presse a longuement évoqué cette forme de délinquance – aujourd'hui, de criminalité demain – qui a fait son apparition en France voici un peu plus d'un an.

Du *Figaro* à *Libération* en passant par *L'Express*, la lecture des seuls titres et sous-titres des articles consacrés aux bandes vaut mieux qu'un long discours, ou qu'un cours de sociologie. À défaut de pouvoir les citer tous, donnons au moins celui du *Nouvel Observateur* du 9 août 1990 :

« Les Zoulous sont parmi nous.
Faut-il avoir peur des bandes ?

» Dimanche 29 juillet, un Malien de dix-neuf ans est mortellement blessé au cours d'une bagarre entre jeunes dans le quartier de la Défense. L'affaire fait les gros titres des journaux. On parle de guerre des gangs. D'affrontements raciaux. La banlieue serait-elle devenue un nouveau Bronx ? (...) Faut-il avoir peur de ces jeunes grandis à l'ombre des tours ? Enfants de l'immigration et de la galère, ils débarquent d'une autre France, celle des cités ghettos et des couloirs de métro. Avec leur fascination de l'Amérique et leur nostalgie de l'Afrique. Avec leurs looks insensés, moitié Rambo, moitié basketteur de Harlem. Avec leur langue, le verlan ; leur musique, le rap. Leurs graffitis indéchiffrables, ces tags dont ils barbouillent les murs des cités. Qui sont-ils, que veulent-ils, quelles menaces font-ils peser sur cette société de "bourges" qu'ils haïssent ? »

Or, si, pour l'instant, les bandes évoluant en France se contentent de s'affronter entre elles et de fournir matière à des reportages ethnographiques, il faut savoir qu'aux États-Unis – pays d'origine de ce type de bandes – ces dernières sont en train de faire de 1990 l'année record – depuis l'origine de ce pays – en matière d'homicides (+ 8 % sur janvier-juin 1990, par

rapport au premier semestre 1989). Un record battu grâce à la catégorie des « meurtres liés à la drogue et aux bandes », multipliés par trois entre 1985 et 1989.

Voici, à grands traits, l'environnement où évoluent – nous croyons utile d'insister sur ce point – non pas quelques milliers de malheureux Français en rupture de quart monde, mais sept à huit millions de personnes.

Au contact direct : les occasions indirectes de rencontre de tels délinquants (métros, gares des grandes agglomérations, migrations saisonnières, samedis soirs agités dans les centres-villes) amènent à multiplier ce chiffre par trois ou quatre (un seul chiffre, à ce propos : celui des dépôts de plaintes pour violences sur personne dans le métro parisien : 744 en 1979 ; 3 128 en 1989).

Face à cette catastrophe sociale au long cours, comment réagit la classe politique ? L'opposition actuelle, à notre connaissance, ne fait pas grand-chose de fort, de symbolique et semble abandonner le terrain au Front national. Elle dispose aujourd'hui d'une expérience – municipale, départementale, régionale – sans doute cent fois plus vaste que celle du F.N. en matière de gestion des situations concrètes d'insécurité. Cependant, elle donne – même aux observateurs bienveillants – l'impression de se désintéresser du problème, de laisser les populations en cause évoluer entre Roland Castro, qui propose de repeindre en rose les murs de leurs H.L.M. ; des travailleurs sociaux qui leur expliquent que retirer son héroïne au dealer, c'est le pousser à la dépression, voire à la faillite ; le commissaire du quartier traumatisé à l'avance par une possible algarade de Harlem Désir ; la bande des Requins juniors qui les course dans le R.E.R. et les militants du Front national qui, eux, raflent la mise électorale.

La majorité, elle, hésite encore à aller au-

delà des remèdes classiques qu'elle prône de longue date : accélération de l'intégration – une bonne chose en soi –, prévention et réinsertion pour les populations à risque et les délinquants primaires. Résultat de ces hésitations à lancer une politique claire de répression en direction de ceux qui ne veulent pas adopter un mode d'existence laborieux, ni revenir sur le bon chemin après une (pardonnable) incartade : les mauvais chiffres de 1989 et 1990 (premier semestre) en matière de criminalité.

Ce, même si certains au sein de la majorité commencent, les tracas actuels aidant, à prendre conscience de l'ampleur du désastre et entament ce qui ressemble fort à une révision déchirante. Un exemple : dans *Le Nouvel Observateur* du 8 août 1990, François Dubet, un sociologue professeur à Bordeaux II, qui ne passe pas pour être précisément de droite, déclare, à propos des bandes : « On trafique, on rackette à la sortie du lycée, on exploite les filles. Et surtout on n'existe que dans l'affrontement avec l'autre. La société pluri-ethnique, ce n'est pas le monde idéal décrit il y a quelques années par S.O.S. Racisme. C'est un monde inégalitaire, un monde où on se bat... C'est le triomphe dans les faits des catégories de J.-M. Le Pen. Je le constate avec tristesse. »

Le discours sécuritaire
du Front national :
une esquisse d'analyse

Comment entrer dans la psychologie du militant et de l'électeur du Front national ? La démarche la plus fiable (*scripta manent...*) consiste à lire leur presse. Une entreprise souvent rebutante, mais indispensable pour savoir vraiment de quoi l'on parle : plus que dans sa revue d'idées *Identité*, plus que dans les livres

de ses dirigeants, plus que dans ses programmes électoraux, c'est dans *National-Hebdo* que le Front révèle le mieux ses hantises et ses rêves ; qu'il dénonce et propose ; que s'apprécie le mieux son idéologie, sa ligne. Nous avons donc dépouillé *National-Hebdo* entre janvier 1989 et septembre 1990 et avons sélectionné, dans les 84 numéros parus, 46 articles concernant la sécurité et, plus précisément : délinquance et criminalité, terrorisme, police, justice.

Diagnostic

Notons, pour commencer, que *National-Hebdo* réalise sur la délinquance, la criminalité, les bandes, une collecte de données d'excellente qualité. On sent que ses journalistes ont une bonne connaissance du terrain, disposent de correspondants locaux, de complicités à la base des instances de répression : policiers, vigiles, agents de sécurité.

Entre le début de l'année 1989 et l'été 1990, le lecteur est informé de l'évolution des problèmes d'insécurité dans tous les lieux chauds de la région parisienne et de province. En vrac, et pour la seule région parisienne : Argenteuil, Aulnay-sous-Bois (quartier du Gallion, cité des 3 000), Cergy-Pontoise, Chanteloup-les-Vignes, Chelles, Choisy-le-Roy (cité des Navigateurs), Cormeilles-en-Parisis, Évry, Gagny, Juvisy, Montfermeil (cité des Bosquets), Montreuil, Noisy-le-Sec (cité du Landeau), Paris-La Défense, Saint-Denis, Saint-Quentin-en-Yvelines, Villepinte, Villiers-sur-Marne (quartier des Hautes-Noues).

Mais l'insécurité, ce sont aussi les transports en commun. Là également, les reportages sur le terrain sont multiples et factuels : réseau du métropolitain (Les Halles, Barbès), du R.E.R. (hall du R.E.R. de La Défense), lignes de bus de

banlieue. Et de la S.N.C.F. : Paris-Nord (gare du Nord à Paris, Persan-Beaumont, Laon) ; également Paris-Pontoise, Paris-Meaux, Paris-Dreux, Paris-Versailles.

De bonnes informations également – bien que formulées dans les termes qu'on imagine – sur les bandes : « Black Dragons » (des jeunes, entre quinze et dix-huit ans), « Ducky Boys », « Flight Boys », « Indiens » (spécialisés dans les attaques de train), « Requins Juniors » (plus de 300 individus), « Requins Vicieux », Zoulous.

À noter que ces reportages paraissent dans *National-Hebdo* un an parfois avant que la grande presse d'information ne fasse mention de ces groupes : « Indiens », avril 1989 ; « Zoulous », été 1989 (alors que pour *Le Monde* l'été « Zoulou » est celui de 1990) ; Squatts (de la Fontaine-au-Roi par exemple), septembre 1989.

Mais le travail d'enquête s'arrête là. On entre après dans l'explication politique de ces phénomènes. Et là, *stricto sensu*, c'est la guerre.

La France en 1989-90 : une vision hallucinée

La guerre, disons-nous : « De plus en plus souvent, on entend pronostiquer sombrement devant la croissance exponentielle de la violence et de la délinquance majoritairement étrangère : "Tout ça finira très mal." C'est probable. Ce qui est certain, c'est que la "guerre civile" dont les Cassandres nous menacent n'est pas pour demain. Elle est déjà commencée. » (*N.H.*, 11 mai 1989.)

Plus grave encore : « Pays envahi, pays violé, pays meurtri, la France des villes et des banlieues est aussi un pays muselé et trompé. » (*N.H.*, 11 mai 1989.)

« Grâce à la molle complicité de la droite courbée, les socialistes ont subverti la justice en

mettant aux leviers de commande des militants qui, systématiquement, en conformité avec les ordres du Syndicat de la magistrature, ont "pris le parti de l'immigré contre le Français". Ils s'attachent maintenant, dans la même indifférence de ceux que l'on ose même plus appeler leur "adversaires", à rendre impuissante et même dangereuse la police. Le résultat est immédiat : où la Loi ne s'impose pas à la jungle, c'est la jungle qui impose la Loi. Le Pouvoir prend, de plus en plus ouvertement la responsabilité d'organiser en France des affrontements entre groupes de population : honnêtes gens contre voyous, Français contre immigrés. » (*N.H.*, 16 mars 1990.)

(...) L'objectif visé par les véritables traîtres qui sont aujourd'hui aux commandes du pays consiste à briser toute velléité de résistance dans les futurs affrontements que prépare la monstrueuse folie de l'immigration incontrôlée.

» Une armée privée de son âme, une gendarmerie démoralisée, une police en proie aux magouilles socialo-maçonniques seront incapables, en cas de troubles graves généralisés, d'assurer l'ordre et la sécurité publics.

» Aujourd'hui déjà, alors que des émeutes suscitées par la pègre étrangère éclatent chaque jour à l'échelon local, la police et la gendarmerie sont mises dans l'incapacité absolue d'accomplir leur mission. Elles sont paralysées par la peur, par le manque de moyens et l'attitude suspicieuse et hostile de leur hiérarchie. » (*N.H.*, 31 août 1989.)

Des traîtres, mais aussi des pourris, à commencer par les juges : « En somme, le président Giresse, le président Bêteille et le président Destoup, tout en étant fort éloignés les uns des autres sur la question de l'engagement politique, portent sur la justice le même diagnostic : elle est littéralement pourrie par la politique.

Xavier Raufer
Sur le Front national

» Pourrie parce que soumise à une conception marxiste de l'ordre social.

» Pourrie parce qu'inféodée à une conception socialiste de la promotion sociale.

» Pourrie, surtout, parce que contrôlée par des hommes pour lesquels, à de rares exceptions près, l'essentiel est d'escalader, le plus rapidement et le plus confortablement possible, l'échelle des grades professionnels. » (*N.H.*, 23 novembre 1989.)

Au-delà de ses élites, la société française est elle-même profondément délabrée. Voici comment *National-Hebdo* explique « La montée de la criminalité de caractère sexuel contre les enfants » : « Fatalité inexorable de la violence, fruit pourri du relâchement des mœurs d'une société ivre de plaisirs sans frein, conséquence de l'avalanche de la pornographie incitative dans les publicités, les films, les livres, les émissions de télévision, effet pervers de la dépénalisation de la pédophilie votée par les socialistes ? » (*N.H.*, 13 avril 1989.)

Le complot contre la France

Aux mains des « traîtres » de l'anti-France, les vrais Français sont impuissants, ou presque. « Droite molle » et gauche conspirent ensemble à leur perte.

Violence contre les enfants : « Depuis plus de vingt ans... des remèdes existent qui permettraient de prévenir les manifestations de sexualité déviante à caractère criminel et même de soigner les sujets atteints de ces déviations. Or ces thérapeutiques ne sont pas utilisées sous la pression des lobbies de l'antipsychiatrie et de la magistrature marxisée... » (*N.H.*, 16 mars 1989.)

Squatts : « Joxe, ministre de l'Intérieur, chargé de l'ordre et de la sécurité, utilise les deniers publics à protéger un repaire d'immigrés

clandestins et de délinquants de tout poil.

» Et Chirac n'y trouve strictement rien à redire.

Ça vous étonne ? » (*N.H.*, 7 septembre 1989.)

Terrorisme : « Qu'il soit avéré que Moundhir El-Kassar vende des armes, est une chose. Qu'on le soupçonne de joindre à ce négoce celui de la drogue, en constitue une autre. Finalement, bien des Proche-Orientaux sont mêlés à des affaires de ce genre. Le plus souvent, ils sont les bienvenus à Paris, où, de Charles Pasqua à Pierre Joxe, les ministres de l'Intérieur les apprécient beaucoup pour leurs qualités d'intermédiaires dans les libérations d'otages. Moyennant quoi, police et justice française se voient priées de fermer les yeux sur des "brouilles". » (*N.H.*, 1^{er} juin 1989.)

Conclusion : « Bref, on s'avise qu'il y a dans ce pays deux justices. Une pour Bitru, pour ce pauvre franchouillard que l'on fout en taule à la moindre incartade et qu'on ergastule, sans le moindre espoir d'en sortir. Parce qu'il n'a pas les moyens de s'offrir un ancien ministre en guise d'avocat, parce qu'il n'a jamais financé l'élection d'un quelconque Prosper de la Sociale, parce qu'il n'appartient pas aux B'nai Machin et qu'il n'a pas l'avantage d'être remis en liberté sur un signe de JPP Bloch.

» L'autre pour les aminches, pour les poteaux, pour les hommes, les vrais. Les friqués qui partagent, ceux qui ont des potes à la télé et à la radio, les députés ou les bailleurs de fonds, leurs gagneuses et leurs héritiers. Pour ceux qui savent.

» La première est féroce, impitoyable, implacable, raide à la toile.

» La seconde est bien aimable, libératrice, défenderesse des droits de la défense et protectrice des inculpés. » (*N.H.*, 29 juin 1989.)

Que faire ?

Devant ce paysage d'apocalypse, que propose le Front ?

- D'abord mobiliser les ressources de la foi : « Les musulmans n'ont aucun respect pour la société civile laïque. C'est pour cela qu'ils se livrent à des déprédations et à des abus. Les musulmans ne respectent que les croyants monothéistes. En nous affirmant comme tels, je pense que l'on peut changer le cours des événements. À Saint-Gilles, je vais régulièrement à la messe. Pour la première fois, dimanche dernier, le curé était en soutane. Le 16 mai prochain à 8 heures, je ferai dire une messe melkite avec les choristes de la cathédrale de Beyrouth. Ce sera un moyen de montrer aux Arabes que nous avons la Foi. » (Charles de Chambrun, maire F.N. de Saint-Gilles, Gard ; *N.H.*, 20 avril 1989.)

- Traiter obligatoirement tous les toxicomanes dans des communautés thérapeutiques.

- La peine de mort « seule sanction capable d'écartier une fois pour toute la terrible menace de la récidive », pour les criminels dont les victimes sont des enfants, des vieillards, des policiers ou des gendarmes ; ainsi que « pour les gros trafiquants de drogue ».

- Traitement chimiothérapeutique obligatoire pour les déviants sexuels.

- En matière de terrorisme : « Sans revenir vraiment à la fameuse "politique de la canonnière" - qui avait quand même du bon - il appartiendrait aux grands pays civilisés de faire un peu le ménage, surtout lorsque leurs ressortissants sont directement et explicitement menacés. Face à un tel comportement, le temps des subtilités diplomatiques - du *Finassieren*, comme disait Metternich à une époque finalement moins brutale - est non seulement passé, mais dépassé. De l'isolement diplomatique et écono-

mique à, au besoin, l'intervention militaire limitée, il existe de nombreuses méthodes de représailles contre les États criminels.

» Celles-ci devraient s'appliquer automatiquement, et il serait d'autant plus facile et licite de le faire que lesdits se sont désignés eux-mêmes. Tout acte survenant en conséquence directe de leurs prises de position pourrait et devrait être sanctionné. » (*N.H.*, 18 mai 1989.)

- Enfin - surtout - faire payer les « gros » : « Tant que l'on agira pas contre les drogués de la haute société politico-médiatique que tout le monde connaît.

Tant que l'on aura pas arrêté, condamné et emprisonné tel ex-ministre de très haut rang adepte déclaré de la cocaïne, tel directeur de quotidien dont tout le monde sait qu'il carbure à la blanche, tel ex-sportif de haut niveau reconverti dans la politique, telle chanteuse dont les parois nasales corrodées par la coke ont été refaites plusieurs fois ; tant que l'on tolérera que des magazines comme *Globe* recueillent et publient une pétition visant à dépénaliser la drogue.

» Tant que l'on mettra en prison une vedette de la télévision reconvertie dans le commerce de la bimbeloterie et qu'on laissera en liberté, sous la protection du président de la République, une ex-écrivain camée notoire, les rodomontades de Joxe ne vaudront que ce qu'elles sont : un écran de fumée à l'usage des gogos. » (*N.H.*, 29 septembre 1990.)

Janvier 89-août 1990 : vingt mois, 84 numéros de *National-Hebdo*. C'est tout pour un programme à la fois très court et très révélateur : dégradation : tout va mal, tout fout le camp ; récrimination : ce sont toujours les mêmes qui trinquent : les bons Français ; conspiration : droite molle et gauche, tous ensemble, tous pourris ; dénonciation : l'immigration, l'immigration, l'immigration.

Xavier Raufer
Sur le Front national

Un nouveau Tiers-État

Lire *National-Hebdo*, c'est s'entendre répéter de façon obsessionnelle, à travers mille exemples, homélies, leçons de chose, quatre mots très simples constituant un véritable message subliminal : « Deux poids, deux mesures ».

Depuis quelques années, en langage médiatique, toute inégalité potentielle s'exprime par l'adjonction de « ... à deux vitesses ». À partir de la « médecine à deux vitesses », l'expression est vite devenue l'une de ces tartes à la crème vaguement sociologiques dont raffolent les commentateurs. Mais, parler ici de « France à deux vitesses » n'est pas une facilité de langage. Il y a dans notre pays une partie de la population, disons entre les deux tiers et les trois quarts, dont l'existence est raisonnablement paisible. Qui peut garer sa voiture et la retrouver intacte ; envoyer ses enfants au lycée sans trembler ; aller le samedi faire les courses sans éprouver le sentiment d'entrer dans l'arène. C'est la France des beaux quartiers des grandes villes ; des campagnes ; de la plupart des villes moyennes, encore. Le dernier tiers – un petit tiers, approximativement – est bel et bien privé de ces très minimes agréments de l'existence. Tout être humain provenant de la France paisible, condamné à passer – un mois – comme ce tiers-là, vivrait cette expérience comme un cauchemar.

Ce tiers-là constitue un nouveau Tiers-État. Et il vit sa condition aussi mal que celui de l'époque pré-révolutionnaire.

Il entend tous les jours parler des droits de populations lointaines et se sent privé – ici et maintenant – du plus élémentaire d'entre eux : aller et venir à sa guise.

Pour lui, les minorités les plus pittoresques s'expriment avec abondance et régularité dans

les grands media et lui n'a droit à la télé qu'à l'occasion des « crimes racistes ». Que lui montre du doigt, semaines après semaines, *National-Hebdo* ?

– Que quand le crime « raciste » s'avère être crapuleux, comme dans le cas récent d'une jeune femme noire assassinée à Meaux par son concubin, africain lui aussi, l'histoire disparaît brutalement de l'actualité.

– Que quand la victime est française et indigène, on ne trouve pas un mot sur elle dans les mêmes media. À ce propos, dans *National-Hebdo* du 12 juillet 1990, un article intitulé « Des meurtres sans importance » : quinze assassinats, certains odieux, de citoyens français n'ayant été mentionnés que fugitivement – ou même pas du tout – par la presse nationale. Le journal ne manque pas de souligner que les crimes étaient le fait de personnes vraisemblablement étrangères ou immigrées, au lu de leurs patronymes.

Ce qu'exprime d'abord ce Tiers-État par ses votes en faveur du Front national, par son adhésion à certaines de ses thèses les plus brutales, c'est une vigoureuse protestation contre ce simple fait qu'il supporte de plus en plus mal : sur des portions non négligeables du territoire national, la loi républicaine ne s'applique tout simplement plus. Ou alors comme simple simulacre, tels ces postes de police existant – sur la carte – dans nombre de grands ensembles de Seine-Saint-Denis, mais désertés depuis belle lurette par des policiers courageux, certes, mais pas suicidaires.

Ce qu'exprime ensuite, et non moins fort, ce Tiers-État, c'est une amertume, un ressentiment, un immense besoin de compensations, de vengeance symboliques. En bref : de Justice.

Quelques exemples : « Des commerçants français obligés de faire le coup de poing contre des policiers qui prenaient la défense de bandes

de malfaiteurs nègres et arabes, c'est l'incroyable scandale qui a secoué, cette semaine, la Foire du Trône qui se tient à Paris. » (*N.H.*, 13 avril 1989.)

« Dans les trains, les choses sont encore pires : les contrôleurs n'osent plus s'en prendre qu'aux petites vieilles. Une anecdote récente en témoigne : dans un métro, une vieille dame est contrôlée en première. L'employé la verbalise pendant que deux Arabes sans billet, s'enfuient en courant. "Et à eux, vous ne leur faites rien ?", demande la vieille. Alors le contrôleur, rigolard : "Vous n'avez qu'à faire comme eux, courir !" » (*N.H.*, 11 mai 1989.)

« Thierry Fourtier a le malheur lui, d'avoir un mauvais profil : il est du bois dont on fait des boulangères (de Reims) ou des conseillers municipaux (de Gennevilliers) a-t-on estimé au Palais de Justice. Rendez-vous compte ! Français, il travaille dans le bâtiment pour 6 000 francs par mois. Il a six frères et sœurs et c'est un provincial fraîchement débarqué dans la Capitale. Bref tout ça n'est pas très ragoûtant et sent terriblement la France profonde pour la Justice socialiste (chez ces gens-là, monsieur, on ne connaît ni la pilule, ni l'avortement). C'est "mon beauf" de Cabu. Avec un peu de chance, il est catholique, mieux, membre du Front National. Un client en or, comme on les aime à la Chancellerie... Oui il y a de la promotion dans l'air. » (*N.H.*, 31 août 1989.) [Thierry Fourtier est poursuivi pour avoir blessé un malfaiteur immigré qui venait de lui dérober son portefeuille dans le métro.]

« Le simple parallèle entre deux affaires opposant un Français et un immigré et la comparaison des traitements accordés à ces deux affaires par la presse française suffit à démontrer le niveau d'assujettissement dans lequel est tombé notre pays. La première affaire est l'assassinat pour un motif strictement raciste d'un

jeune Français par un Arabe. Elle n'a été rapportée que par un organe de presse en quelques lignes. La seconde concerne une blessure très légère infligée en légitime défense par un Français à un voyou immigré. Toute la presse, toutes les télévisions, toutes les radios en ont parlé, longuement, pendant plusieurs jours. » (*N.H.*, 11 mai 1989.)

Cette situation n'est pas tenable : à droite comme à gauche, l'opinion éclairée commence à le soupçonner. Les articles évoqués plus haut, et d'autres, du *Figaro* et du *Quotidien de Paris*, de *Libération* et du *Nouvel Observateur*, en font foi. Pour n'évoquer que le pouvoir actuel et ceux qui lui sont proches, une inflexion des discours – précédant peut-être une modification des politiques – est en cours. L'actuel Premier ministre – qui songe peut-être à une future présidence – se voit mal veiller aux destinées d'un pays transformé en South-Bronx. Les magistrats les plus compréhensifs, longtemps touchés par les dons artistiques des « Taggers » et la « sociabilité nouvelle » des bandes disent être désormais confrontés à des dealers de quinze ans armés de fusils à pompe en cas de concurrence abusive et du très utile numéro de téléphone de S.O.S.-Racisme en cas d'arrestation.

Ces magistrats constatent aussi que la drogue est un phénomène culturel, de génération. Papa est héroïnomane : je me démarquerai de lui en ayant ma drogue. La criminalité a explosé aux États-Unis quand la génération des bandes – elle avait quinze ans, il y a cinq ans – a rencontré sa drogue à elle : le crack. Pour se vendre, une drogue a besoin d'un réseau de diffuseurs. Désormais, en France, les bandes existent. Attention, donc, à l'irruption de narcotiques nouveaux. Et à la vague meurtrière qui accompagnera inévitablement leur mise sur le marché (overdoses, guerres « commerciales », etc.).

Reste l'objection classique : en matière de

Xavier Raufer
Sur le Front national

criminalité, les choses sont cent fois pires dans un pays comme les États-Unis, mais la délinquance ne pousse pas les électeurs, en masse, vers les partis extrémistes. Même absence de succès électoraux de l'extrême droite en Grande-Bretagne.

À propos de ce dernier pays, rappelons seulement que le « National Front » britannique a amorcé une percée électorale au début de la décennie 80 avant d'être victime d'une « récupération de plate-forme » en règle, comme on disait autrefois en idiome marxiste-léniniste, de la part des conservateurs. Rejetant la dimension néofasciste du National Front, ceux-ci ont purement et simplement pris à ce parti tous les éléments « sécuritaires » de son programme et ont fait passer à l'électorat le message suivant : « Eux vocifèrent dans le vide, Maggie le fera. » Message reçu, au vu de l'effondrement ultérieur du N.F., réduit depuis lors à son noyau extrémiste originel.

Le problème est différent aux États-Unis. Dans ce pays, l'autodéfense, le port ou la possession d'armes – d'armes de guerre souvent – sont l'un des mythes fondateurs. La population de la frontière se défendait seule contre les attaques venues de l'extérieur de la communauté. Parfois aussi contre les empiètements de l'État lui-même. Aujourd'hui encore, la plus grande part de la population américaine n'attend pas de l'État qu'il la protège des périls intérieurs, mais qu'il la laisse vaquer en paix à ses occupations,

en se faisant le plus discret possible et en s'occupant surtout des affaires compliquées du monde extérieur. En Europe, en France surtout, c'est exactement l'inverse. La dimension régalienne de l'État, le rôle de défenseur des citoyens – de tous les citoyens, principe élémentaire de l'égalité républicaine – qu'il doit d'abord assurer sont ici le véritable mythe fondateur. N'en déplaise à des écrivains américains comme Joel Kotkin¹² qui voient dans cette fonction sécuritaire de l'État un curieux archaïsme, une survivance du colonialisme. Or, à l'heure actuelle – et depuis deux décennies –, l'État n'assure plus de façon convenable sa fonction sécuritaire sur toute une partie du territoire – cités, quartiers, réseaux de transport – et tous ceux qui vivent sur ces territoires ou empruntent ces réseaux sont les victimes d'une inégalité grave en matière de sécurité.

Pour l'instant le rôle de héraut de ce nouveau Tiers-État est laissé sans partage au Front national, qui fonde ses succès sur la dénonciation tous azimuts de cette inégalité en matière de sécurité. Tant que majorité et opposition laisseront au Front national le monopole de ce rôle-là, il conservera *grosso modo* ses niveaux électoraux actuels. Que la sécurité se dégrade, il les améliorera encore.

Xavier Raufer.

12. « Du melting-pot à la nation-monde. Vive les races », *Le Nouvel Observateur*, 22 novembre 1990.